

LA COHÉSION SOCIALE : LE CONTEXTE URBAIN AU CANADA

Michael Toye
Division des affaires politiques et sociales

Le 25 octobre 2007

Le Service d'information et de recherche parlementaires de la Bibliothèque du Parlement travaille exclusivement pour le Parlement, effectuant des recherches et fournissant des informations aux parlementaires et aux comités du Sénat et de la Chambre des communes. Entre autres services non partisans, il assure la rédaction de rapports, de documents de travail et de bulletins d'actualité. Les analystes peuvent en outre donner des consultations dans leurs domaines de compétence.

**THIS DOCUMENT IS ALSO
PUBLISHED IN ENGLISH**

TABLE DES MATIÈRES

	Page
INTRODUCTION	1
QU'EST-CE QUE LA COHÉSION SOCIALE?	2
A. Concepts généraux	2
B. Travail du Projet de recherche sur les politiques	3
POURQUOI PRIVILÉGIER LA COHÉSION SOCIALE?	5
LES DÉFIS QUE PRÉSENTE LA COHÉSION SOCIALE AU CANADA	6
A. Immigration et diversité multiculturelle	6
B. Une inégalité économique croissante	8
C. Les francophones au Québec et les populations autochtones	9
LES POLITIQUES ET LES PROGRAMMES POSSIBLES	9
CONCLUSION	13



CANADA

LIBRARY OF PARLIAMENT
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

LA COHÉSION SOCIALE : LE CONTEXTE URBAIN AU CANADA

INTRODUCTION

C'est au début des années 1990 qu'a émergé en Europe et au Canada le concept de cohésion sociale et, depuis, les universitaires et les décideurs y prêtent une attention croissante. En juin 1999, un comité parlementaire fédéral a rédigé un rapport sur la cohésion sociale, dans la version finale duquel il concluait que les tensions entre la mondialisation et la cohésion sociale sont réelles et qu'il est peu probable qu'elles disparaissent d'elles-mêmes⁽¹⁾.

En effet, le paysage social et économique a continué de se modifier, à la faveur essentiellement de la mondialisation. Dans certaines régions, cette évolution s'est traduite par une restructuration de l'économie et a créé des conditions propices à une mobilité et une diversité de la population accrues, à un chômage persistant, à de nouvelles formes d'exclusion en cette ère de technologie de l'information et de société en réseaux ainsi qu'à un désenchantement plus profond à l'égard des politiques démocratiques⁽²⁾.

Face à ces mutations rapides et profondes, « politiciens et décideurs de politique du monde entier en sont venus à reconnaître que ces nouvelles formes de clivages sociaux appellent une nouvelle forme de gouvernance, qui comporte généralement trois éléments : 1) encourager la confiance ou la solidarité de même que d'autres politiques traditionnelles en matière de bien-être et d'économie; 2) reconnaître que le processus de participation est tout aussi important que le résultat et 3) adopter une approche plus holistique pour la conception et la coordination des politiques publiques »⁽³⁾.

(1) Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie, « Rapport final sur la cohésion sociale », juin 1999 (<http://www.parl.gc.ca/36/1/parlbus/commbus/senate/Com-f/SOCI-F/rep-f/repfinalejui99-f.htm>).

(2) Joseph Chan, Ho-Pong To et Elaine Chan, « Reconsidering Social Cohesion: Developing a Definition and Analytical Framework for Empirical Research », *Social Indicators Research*, n° 75, 2006, p. 273 à 302.

(3) *Ibid.*, p. 279 [traduction].

La fréquence troublante des fusillades à Toronto, les questions soulevées par les « accommodements raisonnables » au Québec et des événements survenus à l'étranger comme les émeutes de 2005 à Paris et en Australie ont ravivé l'intérêt que suscite la notion de cohésion sociale en tant que baromètre de l'adaptation des collectivités et de la population aux changements rapides et en tant que guide pour l'élaboration de politiques qui reflètent une nouvelle approche au chapitre de la gouvernance.

Depuis la publication du rapport de 1999, la recherche sur la cohésion sociale s'est considérablement étendue et a pris diverses formes, des tentatives de définition de la cohésion sociale, des conditions qui y sont propices et des éventuels effets de sa présence ou de son absence aux études axées de plus en plus sur les types d'interventions qui peuvent consolider la cohésion sociale⁽⁴⁾.

QU'EST-CE QUE LA COHÉSION SOCIALE?

Même si l'on définit aujourd'hui avec plus de précision le concept de la cohésion sociale, ce dernier recouvre toujours un large éventail de notions non seulement chez les universitaires, mais également dans les politiques. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) reconnaît que, même si bon nombre de ses membres ont placé la promotion de la « cohésion sociale » et la lutte contre « l'exclusion sociale » au cœur de leurs politiques sociales, il n'existe aucune définition commune de l'une ou l'autre de ces expressions⁽⁵⁾.

A. Concepts généraux

De façon générale, la cohésion sociale est une caractéristique de l'unité sociale; c'est un macroconcept qui fait référence à l'état général des liens sociaux dans toute société – petite, moyenne ou grande. C'est un concept-cadre, une notion globale qui associe différents secteurs stratégiques et répond au besoin croissant dans le discours politique de modèle d'intégration qui permet de comprendre des questions aussi diverses que la sécurité du revenu, la sécurité des quartiers et le logement.

(4) Caroline Beauvais et Jane Jenson, « Social Cohesion: Updating the State of the Research », Rapport de recherche des RCRPP, n° F22, mai 2002 (<http://www.cprm.org/doc.cfm?doc=167&l=fr>).

(5) Organisation de coopération et de développement économiques, *Panorama de la société – les indicateurs sociaux de l'OCDE*, éd. 2005 (<http://www.oecdbookshop.org/oecd/display.asp?CID=&LANG=fr&SF1=DI&ST1=5LMNFPLM4LWG>).

Le fait que la cohésion sociale soit un concept aussi vague et aussi étendu a suscité bien des critiques. Pour certains auteurs, c'est un mot à la mode qui recouvre les enjeux sociaux les plus pressants actuellement : le chômage, la pauvreté, la discrimination, l'exclusion, le désenchantement suscité par la politique ainsi que tout autre problème social⁽⁶⁾. Paul Bernard présente une critique similaire, en décrivant la cohésion sociale comme un « quasi-concept » qui, même si elle est fondée sur une analyse de données, est suffisamment adaptable pour suivre les méandres de l'action politique au jour le jour⁽⁷⁾.

Afin de clarifier les diverses acceptions du terme, Caroline Beauvais et Jane Jenson ont cerné cinq conceptions différentes de la cohésion sociale :

- valeurs communes et culture civique
- ordre social et contrôle social
- solidarité sociale et réduction des disparités sur le plan de la richesse
- cohésion sociale comme réseaux sociaux et capital social
- cohésion sociale comme attachement à un lieu et identité⁽⁸⁾.

Les auteurs soulignent que la définition retenue est lourde de conséquences pour ce que l'on mesure, ce que l'on analyse et les mesures stratégiques que l'on recommande.

B. Travail du Projet de recherche sur les politiques

Les recherches les plus complètes qu'a effectuées le gouvernement fédéral sur le sujet sont peut-être celles menées en 2001-2002, lorsque le Projet de recherche sur les politiques a dirigé un Réseau de cohésion sociale interministériel afin de clarifier la signification de la cohésion sociale et d'établir les orientations des recherches sur les politiques futures. Le Réseau a constaté que la cohésion sociale requiert « l'équité économique et sociale, la paix, la sécurité, l'inclusion et l'accessibilité des services ». Cela ne signifie ni l'homogénéité ni la conformité :

(6) Chan *et al.* (2006).

(7) Paul Bernard, « La cohésion sociale : Critique dialectique d'un quasi-concept », Rapport de recherche des RCRPP, n° F09, décembre 1999 (<http://www.cprn.org/doc.cfm?doc=311&l=fr>).

(8) Beauvais et Jenson (2002).

« La diversité et les différences sont propices à la cohésion sociale, parce qu'elles contribuent à une vie politique et sociale riche ». Le Réseau a également établi quatre éléments clés interactifs nécessaires à l'instauration de la cohésion sociale :

- *Participation* : La participation systématique à la vie communautaire et sociale est essentielle à la cohésion sociale. Il faut pour cela que la population puisse participer à la vie économique, politique et culturelle, et qu'il y ait, au niveau de la communauté, des membres qui, ensemble, participent activement. Cette participation doit être le résultat d'un libre choix. Il est bénéfique pour la société et les membres qui la composent qu'un plus grand nombre de citoyens participent à l'élaboration et à la mise en œuvre de projets collectifs et communautaires.
- *Liens* : La participation et l'engagement peuvent dépendre du climat de confiance, des liens établis, des réseaux existants et des relations avec les autres (éléments composant le capital social). Néanmoins, il arrive aussi que ces éléments soient créés et renforcés par la participation à des activités diverses.
- *Liens et institutions* : Les institutions et les politiques comme la politique sur les langues officielles, le multiculturalisme et la *Charte canadienne des droits et libertés* aplanissent les différences et aident les gens à se comprendre et à se respecter. L'infrastructure des transports et des communications facilite la participation des citoyens à la vie sociale.
- *Répartition des revenus, équité, inclusion et accès* : Il s'agit là d'éléments clés d'une perception canadienne de la cohésion sociale. [...] [A]u cœur de la « réalité canadienne » se trouve une nouvelle économie en pleine croissance qui procure des avantages à tous les Canadiens et n'exclut personne⁽⁹⁾.

Le travail du Réseau de cohésion sociale est illustré par un modèle réciproque, holistique et autoréférentiel de cohésion sociale qui démontre comment la cohésion sociale procède d'une distribution équitable des résultats sociaux et comment ces résultats sociaux s'améliorent si la cohésion sociale s'accroît⁽¹⁰⁾. En ce sens, « la cohésion sociale provient essentiellement d'une répartition équitable de ces résultats sociaux mêmes (comme les résultats sur le plan de la santé, la sécurité, le bien-être économique et l'éducation) auxquels elle contribue. Si la société n'arrive pas à répartir ses résultats sociaux équitablement, la cohésion sociale se dégrade et les résultats sociaux en souffrent »⁽¹¹⁾.

(9) Projet de recherche sur les politiques, *L'inclusion pour tous : Comment instaurer la cohésion sociale au Canada*, sans date (<http://www.justice.gc.ca/fra/pi/rs/rap-rep/2001/rt01-tr01/p2.html>).

(10) Pour une représentation de ce modèle, voir Dick Stanley, « What Do We Know about Social Cohesion: The Research Perspective of the Federal Government's Social Cohesion Research Network », *Cahiers canadiens de sociologie*, vol. 28, n° 1, 2003, p. 8.

(11) Stanley (2003) [traduction].

Dans ce modèle, la cohésion sociale représente la somme des volontés individuelles de collaborer les uns avec les autres sans coercition dans toute la gamme d'activités et d'institutions collectives nécessaires pour qu'une société survive et prospère, de même qu'au niveau de l'ensemble complexe de relations sociales dont les individus ont besoin pour réaliser leur vie.

POURQUOI PRIVILÉGIER LA COHÉSION SOCIALE?

On craint fondamentalement que l'exclusion sociale tant individuelle que collective menace gravement la cohésion et la prospérité économique de la société dans son ensemble. Les politiques et les mesures appuyant l'inclusion sociale sont perçues comme une réaction. Cependant cohésion sociale et inclusion sociale sont deux choses différentes. La cohésion n'assure pas forcément l'inclusion, car il peut y avoir de multiples formes d'exclusion dans une société marquée par la cohésion⁽¹²⁾. Mais on estime qu'il faut un minimum d'inclusion pour qu'il y ait cohésion sociale.

Les effets perçus de la cohésion sociale varient nécessairement selon la définition retenue et selon qu'elle est perçue essentiellement comme une cause ou comme une conséquence d'autres indicateurs de bien-être. Quoi qu'il en soit, il y a de plus en plus de signes que la cohésion sociale est liée à certaines caractéristiques sociales favorables et que le bien-être des individus et des collectivités repose sur l'égalité sociale⁽¹³⁾. Plus précisément :

- Les collectivités caractérisées par de forts niveaux de cohésion sociale sont en meilleure santé que celles où la cohésion est faible.
- Les villes où les groupes civiques sont plus solides ont une mortalité infantile inférieure.
- Les sociétés où il y a une grande disparité sur le plan des revenus et où la cohésion sociale est moindre connaissent une criminalité et une violence plus fortes ainsi que des taux de mortalité plus élevés.
- Au niveau de la société, la cohésion sociale peut avoir un effet puissant sur la santé qui va au-delà de ce qui provient des relations sociales d'un individu⁽¹⁴⁾.

(12) Anver Saloojee, « Social Inclusion, Citizenship and Diversity », document présenté à la Conférence sur l'inclusion sociale du CCDS/Laidlaw Foundation, 8 et 9 novembre 2001 (<http://www.ccsd.ca/subsites/inclusion/bp/as.htm>).

(13) Jane Jenson, « Social Cohesion and Inclusion: What is the Research Agenda », Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, mars 2001 (<http://www.cprn.org/doc.cfm?doc=690&l=fr>).

(14) Stephen Stansfield, « Social Support and Social Cohesion », dans *Social Determinants of Health*, éd. Michael Marmot et Richard Wilkinson, Oxford University Press, Oxford, 1999.

La cohésion sociale sert également de tampon en cas de changements politiques et économiques. Pour la Banque mondiale, « la cohésion sociale d'un pays, c.-à-d. l'inclusion de ses collectivités, joue un rôle essentiel dans l'instauration de la confiance nécessaire à la mise en place des réformes »⁽¹⁵⁾.

Le caractère circulaire de la cohésion sociale – en tant que cause et en tant que conséquence – a été souligné par le Conseil de l'Union européenne. Dans son *Rapport conjoint 2007 sur la protection sociale et l'inclusion sociale*, il note que, même si une solide croissance de l'économie et de l'emploi constitue une condition préalable à la viabilité des programmes sociaux, une plus grande cohésion sociale, combinée à des systèmes d'enseignement et de formation efficaces, constitue un facteur clé de la croissance⁽¹⁶⁾.

LES DÉFIS QUE PRÉSENTE LA COHÉSION SOCIALE AU CANADA

A. Immigration et diversité multiculturelle

Les plus récents ouvrages qui traitent de la cohésion sociale dans les villes canadiennes s'attachent plus précisément aux questions liées à l'immigration et à la diversité. Même si l'on estime qu'à long terme l'immigration et la diversité ethnique présentent d'importants avantages sur les plans culturel, économique, budgétaire et du développement, à court terme ces deux phénomènes ont tendance à diminuer la solidarité sociale et le capital social. De nouvelles études provenant des États-Unis laissent entendre que les résidents de toutes races habitant des quartiers qui présentent une grande diversité ethnique ont tendance à se replier sur eux. La confiance (même dans sa propre race) baisse, l'altruisme et la coopération communautaires se font plus rares et l'on se fait moins d'amis⁽¹⁷⁾.

En revanche, selon au moins une étude qui a mesuré la cohésion sociale sous les angles de l'identité nationale, des valeurs et des comportements sociaux et de la participation à la

(15) Jo Ritzen, William Easterly et Michael Woolcock, « On “Good” Politicians and “Bad” Policies: Social Cohesion, Institutions, and Growth », Discours liminaire prononcé au 56^e congrès du International Institute of Public Finance, Séville, Espagne, du 28 au 31 août 2000 [traduction] (<http://siteresources.worldbank.org/INTWBIGOVANTCOR/Resources/wps2448.pdf>).

(16) Conseil de l'Union européenne, *Rapport conjoint 2007 sur la protection sociale et l'inclusion sociale*, 23 février 2007 (<http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/07/st06/st06694.fr07.pdf>).

(17) Robert Putnam, « E Pluribus Unum: Diversity and Community in the Twenty-first Century. The 2006 Johan Skytte Prize Lecture », *Scandinavian Political Studies*, vol. 30, n^o 2, 2007.

vie sociale et politique, les différences entre nouveaux venus et Canadiens établis ne seraient pas significatives. Sauf pour ce qui est des niveaux de confiance et, pour certaines minorités visibles, du sentiment d'appartenance, les similitudes sont beaucoup plus fréquentes que les différences entre, d'une part, les groupes ethniques nouvellement arrivés et, d'autre part, les Européens du Nord/Britanniques et les francophones hors-Québec bien établis pour ce qui est de l'engagement dans la vie communautaire et à l'égard des processus démocratiques⁽¹⁸⁾.

Pour ce qui est de la cohésion sous l'angle de la solidarité sociale et de l'équité économique, la situation est toutefois alarmante. Des chercheurs canadiens soucieux d'établir le degré d'insertion sociale des immigrants ont constaté que, en fait, les immigrants de fraîche date sont moins bien intégrés sur le marché du travail que leurs prédécesseurs, alors qu'ils sont plus instruits et mieux formés. Les minorités visibles (que l'on appelle aussi groupes racialisés) affichent un revenu, un taux de chômage et un taux de participation active inférieurs à ceux des autres Canadiens, ce qui signifie qu'ils sont plus susceptibles d'avoir un faible revenu ou de vivre dans la pauvreté⁽¹⁹⁾. Environ un cinquième des immigrants arrivés au Canada au cours des années 1990 se sont trouvés en situation de faible revenu chronique, soit un taux d'environ 2,5 fois plus élevé que celui observé chez les personnes nées au Canada⁽²⁰⁾. Dans certaines villes, on constate que la ségrégation résidentielle augmente⁽²¹⁾ et que la pauvreté est concentrée selon un schéma racialisé⁽²²⁾. Par exemple, à Toronto entre 1980 et 2000, le nombre de familles non racialisées vivant dans la pauvreté a chuté de 28 p. 100, tandis que celui des familles racialisées vivant dans la pauvreté a augmenté de 361 p. 100⁽²³⁾.

(18) Stuart N. Soroka, Richard Johnston et Keith Banting, « Ties that Bind? Social Cohesion and Diversity in Canada », *Belonging? Diversity, Recognition and Shared Citizenship in Canada*, éd. Keith Banting, Thomas Courchene et F. Leslie Seidle, Institut de recherche en politiques publiques, Montréal, 2006, p. 25.

(19) Grace-Edward Galabuzi, *Canada's Economic Apartheid*, Canadian Scholars' Press, Toronto, 2006.

(20) Garnett Picot, Feng Hou et Simon Coulombe, « Le faible revenu chronique et la dynamique du faible revenu chez les nouveaux immigrants », Statistique Canada, janvier 2007 (<http://www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=11F0019MIF2007294>).

(21) Soroka *et al.* (2006).

(22) R. Alan Walks et Larry S. Bourne, « Ghettos in Canada's cities? Racial segregation, ethnic enclaves and poverty concentration in Canadian urban areas », *The Canadian Geographer / Le Géographe canadien*, 50, n° 3, 2006, p. 286.

(23) United Way of Greater Toronto et le Conseil canadien de développement social, « Poverty By Postal Code: The Geography of Neighbourhood Poverty, City of Toronto, 1981-2001 », p. 49 (<http://www.unitedwaytoronto.com/WhoWeHelp/reports/PovertyByPostalCode.php>).

Jeffrey G. Reitz et Rupa Bannerjee de l'Université de Toronto signalent qu'« au Canada, les minorités raciales qui affichent une croissance rapide font l'objet de beaucoup plus d'inégalités que les groupes d'immigrants d'origine européenne traditionnels, et qu'elles subissent souvent des pratiques discriminatoires⁽²⁴⁾. Les auteurs font remarquer que les minorités raciales s'intègrent plus lentement à la société canadienne que les immigrants d'origine européenne. Et ils concluent « que rien n'indique que les politiques actuelles suffisent à combler la fracture raciale évidente dans la société canadienne ». Pour que le Canada puisse conserver son image de pays d'accueil des immigrants, il devra régler ce problème de fragmentation en créant une nouvelle solidarité sociale, revêtant diverses formes, et des identités plus englobantes⁽²⁵⁾ et en renversant la tendance de l'exclusion économique.

B. Une inégalité économique croissante

Si ce sont certes les immigrants et les minorités visibles qui subissent certains des pires effets de l'inégalité économique croissante au Canada, cette tendance touche tous les Canadiens. Entre 1989 et 2004, l'inégalité du revenu familial après impôt s'est accrue de 35 p. 100, les gains économiques allant essentiellement aux familles à revenu plus élevé⁽²⁶⁾. Dans des villes comme Toronto, la concentration de la pauvreté des quartiers s'est ainsi rapidement intensifiée, si bien que davantage de gens vulnérables vivent dans des quartiers où la pauvreté est très grande⁽²⁷⁾. Il y a des quartiers où de nombreux jeunes hommes ne travaillent pas et où les taux de décrochage scolaire sont encore remarquablement élevés. « Ces gens ne vivent peut-être qu'à un kilomètre des familles privilégiées au sein desquelles une proportion élevée de jeunes pourra se diriger vers l'université et décrocher de bons emplois. De tels contrastes, s'ils ne sont pas adressés, posent une vraie menace à la cohésion sociale »⁽²⁸⁾.

(24) Jeffrey G. Reitz et Rupa Bannerjee, « Racial Inequality, Social Cohesion and Policy Issues in Canada », dans *Belonging? Diversity, Recognition and Shared Citizenship in Canada*, éd. Keith Banting, Thomas Courchene et F. Leslie Seidle, Institut de recherche en politiques publiques, Montréal, 2006, p. 38 et 39 [traduction].

(25) Putnam (2007).

(26) Andrew Heisz, « Inégalité et redistribution du revenu au Canada : 1976 à 2004 », document de recherche de Statistique Canada, mai 2007 (<http://www.statcan.ca/francais/research/11F0019MIF/11F0019MIF2007298.htm>).

(27) United Way of Greater Toronto et le Conseil canadien de développement social.

(28) Judith Maxwell, « Qu'est-ce que la cohésion sociale et pourquoi faut-il s'en préoccuper? », RCRPP, 2003 (<http://www.cprn.org/doc.cfm?doc=210&l=fr>).

C. Les francophones au Québec et les populations autochtones

Au niveau national, lorsque l'on mesure la cohésion sociale en termes d'identité nationale, de valeurs et de comportements sociaux ainsi que de participation à la société et à la vie politique, les lignes de faille sont assez différentes. Ce sont les francophones du Québec et les Autochtones qui demeurent ambivalents à l'égard du pays, pour des raisons profondément ancrées dans l'histoire canadienne : « Si la cohésion sociale est uniquement ancrée au sens de l'identité nationale et des valeurs communes, le Canada doit relever des défis constants, surtout pour intégrer ses collectivités historiques »⁽²⁹⁾.

LES POLITIQUES ET LES PROGRAMMES POSSIBLES

Dans son rapport final sur la cohésion sociale de 1999, le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie concluait que les gouvernements devraient **passer à un nouvel État d'investissement social** où les Canadiens ont accès aux moyens et aux ressources dont ils ont besoin pour relever avec confiance les défis que posent la mondialisation et l'innovation technologique. Certains auteurs font observer qu'un modèle d'investissement social se substitue graduellement au paradigme de la sécurité sociale hérité des années 1960, mais que trop souvent les paroles ne sont pas suivies d'actes⁽³⁰⁾.

Le Comité consultatif externe sur les villes et les collectivités fait remarquer, dans son rapport au premier ministre de juin 2006, que « des lieux prospères et dynamiques **favorisent la cohésion communautaire et renforcent la compétitivité** »⁽³¹⁾. L'OCDE insiste sur le lien entre cohésion et compétitivité, ayant constaté que la croissance économique des agglomérations dépend non seulement des interdépendances économiques, mais également de la cohésion sociale, pour laquelle des politiques doivent être conçues expressément. En d'autres termes, si dans certains secteurs d'une agglomération la cohésion est faible, la compétitivité de toute la région en souffre.

(29) Soroka *et al.* (2006), p. 25 [traduction].

(30) Jane Jenson et Denis Saint-Martin, « New Routes to Social Cohesion? Citizenship and the Social Investment State », *Canadian Journal of Sociology*, vol. 28, n° 1, hiver 2003, p. 77.

(31) Comité consultatif externe sur les villes et les collectivités, *Pour en finir avec l'incertitude et favoriser la résilience des collectivités : Bâtir un meilleur avenir pour tous les Canadiens*, Infrastructure Canada, juin 2006, p. 54.

La cohésion étant un concept multidimensionnel, la gamme de leviers politiques et le niveau de coordination entre pouvoirs publics nécessaire aux interventions efficaces sont importants. Comme pour bon nombre de questions transversales, la nécessité **d’approches concertées et cohérentes** est particulièrement manifeste. Le tableau 1, que l’OCDE a publié dans ses *Examens territoriaux : villes, compétitivité et mondialisation*, montre certaines des caractéristiques des régions qui ont tendance à se caractériser par la cohésion ou par la ségrégation, ainsi qu’un large éventail de politiques liées à ces états.

Tableau 1 – Signaux et stratégies de compétitivité et de cohésion

	Ségrégation sociale	Cohésion sociale
Indicateurs et marchés : facteurs propices à la ségrégation ou à la cohésion	Ségrégation résidentielle par race et classe sociale	Possibilités étendues de logement dans toute la région pour une population à revenus divers
	Poches de pauvreté et main-d’œuvre non qualifiée	Hiatus ville-banlieue réduit au minimum et proportion importante de main-d’œuvre ayant les compétences de base
	Absence de commerces dans le centre-ville	Intérêt des investisseurs à satisfaire la demande locale en commerces de détail
	Transports privés avec connexions médiocres ville/banlieue	Transports régionaux mixtes public/privé
	Systèmes scolaires présentant de grandes disparités en termes de résultats et d’infrastructures	Écoles engagées dans l’amélioration des ressources et des résultats dans toutes les communautés
	Inconvénients environnementaux répartis selon l’ethnie et la classe sociale	Espaces ouverts suffisants pour toutes les communautés
	Embourgeoisement important et déplacement dû à une réhabilitation immobilière réussie	Nouvelles possibilités d’accéder à la propriété de son domicile pour les résidents de longue date des communautés défavorisées
	Infrastructure publique présentant peu d’avantages au niveau local	Infrastructure publique liée à la localité et présentant des avantages locaux
	Politique à « somme zéro » et centrage sur le « climat des affaires »	Initiatives des entreprises en faveur d’une amélioration du bien-être social et de l’environnement durable
Mesures et stratégies : méthodes entraînant la ségrégation ou la cohésion	Ségrégation fiscale – on compte sur les impôts locaux à la consommation	Partage régional de la fiscalité avec programmes en faveur des zones à faible capacité
	Programmes de formation professionnelle privatisés, seulement à l’initiative des employeurs	Associations d’employeurs avec des partenaires représentant la communauté, pour améliorer les compétences de la main-d’œuvre

	Ségrégation sociale	Cohésion sociale
Mesures et stratégies : méthodes entraînant la ségrégation ou la cohésion (suite)	Absence de programmes d'investissement dans les centres-villes; pas d'obligations en termes d'embauche ou de passation de contrats	Partenariats en vue d'investissement dans les commerces de centre-ville, y compris les commerces tenus par des minorités
	Régies de transport atomisées; on compte sur les autoroutes	Planification globalement unifiée des transports, aide aux transports publics
	Multiplicité des arrondissements scolaires; financement inégal	Arrondissements moins nombreux ou coordonnés; financement suffisant et ciblé
	Planification environnementale ciblée sur des mesures globales	Objectifs environnementaux pour les « sites sensibles » et réhabilitation des terrains industriels pollués
	Programmes de rénovation urbaine ayant surtout pour but d'attirer de nouveaux résidents des classes moyennes	Stratégies de développement équitable promouvant la mixité sociale et la stabilité en matière résidentielle
	Subventions pour des investissements publics, sans obligation de rendre compte	La communauté bénéficie des accords avec les entreprises
	Groupes sectoriels leaders avec indicateurs limités de succès	Groupes « transversaux » en mesure de juger la performance de la région

Source : Manuel Pastor, « Cohesion and Competitiveness: Business Leadership for Regional Growth and Social Equity », *Examens territoriaux de l'OCDE : villes, compétitivité et mondialisation*, OCDE, 2006, p. 404.

De nouvelles pratiques communautaires, comme le **développement économique communautaire et l'économie sociale**, ont pour objet de répondre à bon nombre des secteurs stratégiques indiqués au tableau 1. En tant qu'exemples novateurs d'approches intégrées à l'échelle locale, elles intègrent consciemment un éventail d'objectifs sociaux, économiques et environnementaux qui peuvent consolider la cohésion sociale, surtout pour les groupes marginalisés et minoritaires⁽³²⁾.

On s'est aussi intéressé au Canada au lien entre la compétitivité économique, la cohésion sociale et la viabilité. Le Conference Board du Canada a mené sur trois ans un projet intitulé *Projet Canada* qui s'est soldé par la présentation de 76 recommandations visant à améliorer la performance économique du Canada, à renouveler la stratégie du Canada en matière de ressources naturelles et à consolider les grandes villes du pays⁽³³⁾. Deux recommandations

(32) Voir Chantier de l'économie sociale, Réseau canadien de DÉC et Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale, *Social Economy and Community Economic Development in Canada: Next Steps for Public Policy*, septembre 2005 (<http://www.ccednet-rcdec.ca/?q=fr/node/885>).

(33) Le Conference Board du Canada, « Mission Possible Executive Summary : Sustainable Prosperity for Canada », rapport final du Projet Canada, vol. IV, 2007 (<http://www.conferenceboard.ca/documents.asp?rnext=1905>).

portent explicitement sur la cohésion sociale : les gouvernements provinciaux et fédéral doivent, d'une part, augmenter leurs investissements dans le **logement abordable** dans les grandes villes canadiennes et, d'autre part, donner suite aux recommandations du Task Force to Modernize Income Security for Working-Age Adults (MISWAA)⁽³⁴⁾ visant à bonifier les mesures incitant les adultes en âge de travailler à **entrer sur le marché du travail**.

Le MISWAA recommande aussi d'**améliorer les prestations pour enfants**, conscient qu'il faut solidifier l'emploi des parents. En outre, les prestations pour enfants bonifiées **réduisent également la pauvreté chez les enfants**. L'UNICEF a constaté que la pauvreté des enfants menace la cohésion sociale : « les enfants qui grandissent dans la pauvreté sont plus susceptibles d'avoir des difficultés d'apprentissage, d'abandonner l'école, de se droguer, de commettre des délits, d'être au chômage, de tomber enceintes trop tôt et de vivre des vies qui perpétuent la pauvreté et les désavantages pour les générations à venir »⁽³⁵⁾.

Les groupes d'immigrants recommandent des programmes ciblés pour améliorer **l'intégration économique des immigrants et des réfugiés**. Améliorer l'accès au marché du travail signifie en priorité mieux reconnaître les titres professionnels et les diplômes étrangers, réduire la discrimination dans des secteurs comme l'emploi, l'éducation, le logement et les services publics et instaurer davantage de programmes de soutien au niveau de la communauté (fonds pour entreprises sociales, fonds pour projets spéciaux, renforcement des capacités communautaires, information et formation) afin de soutenir et d'améliorer les moyens de subsistance des immigrants et des réfugiés⁽³⁶⁾.

La population autochtone urbaine qui ne cesse de croître au Canada est visée par des programmes dont l'objet est d'en réduire la marginalisation. La Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain, créée en 1998, a été conçue pour améliorer l'élaboration de politiques et la coordination des programmes au niveau du fédéral et des autres ordres de gouvernement afin de **répondre aux importants besoins socioéconomiques des Autochtones vivant en milieu urbain**. Même s'il reconnaît que cette stratégie représente un pas en avant dans les politiques et les programmes touchant les Autochtones vivant en milieu urbain,

(34) Le Task Force on Modernizing Income Security for Working-Age Adults (MISWAA) réunissait des membres éminents du monde des affaires, du monde universitaire et de la vie publique canadienne avec pour objectif de recommander une nouvelle stratégie de réforme de la sécurité du revenu en Ontario (http://www.torontoalliance.ca/tcsa_initiatives/income_security/default.asp?language=french).

(35) Jenson et Saint-Martin (2003) [traduction].

(36) Immigrant Community Action Network, « CCEDNet/ICAN Policy Initiative: A Discussion Paper on Community Economic Development », Réseau canadien de DÉC, 2007.

Ryan Walker a critiqué le fait que le programme cible la pauvreté autochtone en tant que barrière à la cohésion sociale et à la compétitivité des villes sans comporter de stratégies appuyant les droits ancestraux et consolidant l'autodétermination des Autochtones en milieu urbain⁽³⁷⁾.

L'amélioration des perspectives économiques de l'ensemble des citoyens est l'une des principales fonctions d'un État d'investissement social. Pour qu'il y ait cohésion sociale, il faut **corriger les inégalités économiques** dans les villes en donnant accès à des appuis sociaux, à une formation et à des emplois. Mais il faut aussi **ouvrir les institutions et les processus politiques** aux différentes cultures, en leur garantissant une participation véritable aux décisions qui touchent l'avenir de leur collectivité⁽³⁸⁾.

CONCLUSION

Les changements rapides sur les plans social, économique et technologique, qui sont largement dus à la mondialisation, exacerbent les difficultés auxquelles les collectivités canadiennes sont aux prises. Les nouvelles formes de clivages sociaux qui apparaissent appellent de nouvelles approches en matière de gouvernance, ce qui signifie adopter une approche plus holistique pour la conception et la coordination des politiques publiques, favoriser la confiance ou la solidarité de même que d'autres politiques traditionnelles en matière de bien-être et d'économie et reconnaître que le processus de participation compte souvent autant que le résultat.

Pour que la société canadienne maintienne sa prospérité, sa cohésion et sa compétitivité, les décideurs devront surmonter le problème croissant de fragmentation sociale et économique en créant une nouvelle solidarité sociale, revêtant diverses formes, en encourageant des identités plus englobantes et en renversant la tendance à l'inégalité économique. Bien qu'elle recouvre diverses notions, la cohésion sociale offre un cadre d'intégration d'un éventail de secteurs politiques dans le but d'atteindre des objectifs primordiaux en matière sociale et économique. Les expériences de certains pays de même que les recherches et les initiatives menées au Canada peuvent guider utilement la conception de politiques et de programmes dans ce domaine.

(37) Ryan Walker, « Social Cohesion? A Critical Review of the Urban Aboriginal Strategy and its Application to Address Homelessness in Winnipeg », *The Canadian Journal of Native Studies*, vol. 25, n° 2, 2005.

(38) Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, « La cohésion sociale : Une optique urbaine », 2 mai 2003 (<http://www.cprn.com/doc.cfm?doc=256&l=fr>).